CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 69.273/2
du 2 juin 2021

sur

un avant-projet de loi 'transposant la Directive (UE) 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 69.273/2
van 2 juin 2021

over

een voorontwerp van wet 'tot omzetting van Richtlijn (EU) 2019/789 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 tot vaststelling van voorschriften inzake de uitoefening van auteursrechten en naburige rechten die van toepassing zijn op bepaalde online-uitzendingen van omroeporganisaties en doorgifte van televisie- en radioprogramma's en tot wijziging van Richtlijn 93/83/EEG van de Raad'

‡LW-DAGVLECBF-GJCHDTW‡

Le 23 avril 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie et du Travail à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'transposant la Directive (UE) 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 2 juin 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 juin 2021.

*

Op 23 april 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Economie en Werk verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot omzetting van Richtlijn (EU) 2019/789 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 tot vaststelling van voorschriften inzake de uitoefening van auteursrechten en naburige rechten die van toepassing zijn op bepaalde online-uitzendingen van omroeporganisaties en doorgifte van televisie- en radioprogramma's en tot wijziging van Richtlijn 93/83/EEG van de Raad'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 2 juin 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 juin 2021.

*

‡LW-DAGVLECBF-GJCHDTW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Articles 2 et 10

En ce qui concerne la définition de l'injection directe, la nouvelle définition proposée, directement inspirée de la directive (UE) n° 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 'établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil', ne fait plus référence au recours exclusif à cette technique.

Toutefois, il ne semble pas que l'auteur de l'avant-projet souhaite abandonner cette exclusivité puisqu'il précise ce qui suit dans le commentaire de l'article 2 :

> « Comme indiqué dans le commentaire de l'article 10, le régime de la communication au public par injection directe ne s'applique que lorsque l'organisme de radiodiffusion n'effectue pas une transmission directe au public simultanément à la transmission par injection directe de ses signaux porteurs de programmes à des distributeurs de signaux ».

Dans le commentaire de l'article 10, on peut lire dans le même sens ce qui suit :

> « L'article 10, § 1er, est une transposition littérale de l'article 8, paragraphe 1er, de la directive (UE) 2019/789 précitée. Il règle les situations dans lesquelles les organismes de radiodiffusion transmettent *exclusivement* par injection directe leurs signaux porteurs de programmes à des distributeurs de signaux, sans transmission simultanée au public, et que les distributeurs de signaux transmettent au public ces signaux porteurs de programmes. Dans ce cas, il n'y a qu'un seul acte de communication au public » (italiques ajoutés).

L'absence de référence, dans le dispositif, à un recours exclusif à la technique de l'injection directe est de nature à créer une incertitude.

En effet, lorsque l'organisme de radiodiffusion ne recourt pas de manière exclusive à l'injection directe mais qu'au contraire celle-ci intervient « en parallèle » avec une retransmission, se pose la question du régime applicable à l'injection directe.

Le commentaire de l'article 10 énonce à cet égard que « [c]et article ne vise cependant que les transmissions effectuées par injection directe » et ajoute qu'« [e]n ce qui

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

‡LW-DAGVLECBF-GJCHDTW‡

concerne la situation où un organisme de radiodiffusion transmet ses signaux porteurs de programmes à des distributeurs de signaux d'une part et qu'il les transmet également d'autre part simultanément directement au public », il convient de se référer au considérant 21 de la directive (UE) n° 2019/789, rédigé comme suit :

> « Lorsque des organismes de radiodiffusion transmettent directement au public leurs signaux porteurs de programmes, réalisant ainsi un acte de transmission initial, et qu'ils transmettent également simultanément ces signaux à d'autres organismes au moyen du processus technique d'injection directe, par exemple pour garantir la qualité des signaux à des fins de retransmission, les transmissions effectuées par ces autres organismes constituent un acte de communication au public distinct de celui réalisé par l'organisme de radiodiffusion. Dans ces situations, *les règles relatives aux retransmissions* prévues par la présente directive et par la directive 93/83/CEE, telles qu'elles sont amendées par la présente directive, *devraient s'appliquer* » (italiques ajoutés).

Ceci conduit l'auteur de l'avant-projet à la conclusion suivante, toujours dans le commentaire de l'article 10 :

> « Les règles prévues pour la retransmission ou pour la retransmission par câble *peuvent* donc être amenées à s'appliquer, indépendamment de la technique utilisée par les organismes de radiodiffusion pour effectuer cette transmission 'parallèle' directe au public » (italiques ajoutés).

En réalité, le texte en projet ne semble pas régler définitivement cette question dès lors que le considérant de la directive paraît ne contenir qu'une suggestion dans sa version française (« en cas de transmission 'parallèle', les règles prévues pour la retransmission *devraient* s'appliquer », italiques ajoutés) et que le commentaire de l'article 10 précise que ces règles *peuvent* être amenée à s'appliquer.

La question se pose de savoir si l'auteur de l'avant-projet ne devrait pas se montrer plus affirmatif et si le texte en projet ne devrait pas mieux traduire les considérations émises dans son commentaire.

Article 9

1. Dans la version française de l'avant-projet, à l'article XI.225, § 1er, en projet du Code de droit économique, il convient de remplacer le mot « radiodiffusion » par le mot « retransmission ».

2. Comme le mot « par » figure dans le texte français en vigueur de l'article XI.225, § 3, alinéas 1er et 2, du Code de droit économique [1], le 3° est dépourvu d'objet et doit donc être omis.

[1] Voir le texte originel de l'article XI.225, § 3, du Code de droit économique tel qu'il y a été inséré par l'article 3 de la loi du 19 avril 2014 'portant insertion du livre XI « Propriété intellectuelle » dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code' (*M.B.*, 12 juin 2014, p. 44420). La version coordonnée de l'article XI.225, § 3, alinéa 1er, du Code de droit économique, telle qu'elle figure sur *Justel*, a omis à tort le mot « par » au sein de cette disposition dans sa version française.

‡LW-DAGVLECBF-GJCHDTW‡

Article 12

L'article 12 prévoit l'insertion d'un nouveau paragraphe 5 dans l'article XI.227/1 du Code de droit économique, actuellement rédigé comme suit :

> « § 1er. Lorsqu'un auteur ou un artiste-interprète ou exécutant a cédé son droit d'autoriser ou d'interdire la communication au public par injection directe à un producteur d'œuvre audiovisuelle, il conserve le droit d'obtenir une rémunération au titre de la communication au public par injection directe.
>
> § 2. Le droit d'obtenir une rémunération au titre de la communication au public par injection directe, tel que prévu au paragraphe 1er, est incessible et ne peut pas faire l'objet d'une renonciation de la part des auteurs ou artistes-interprètes ou exécutants. Cette disposition est impérative.
>
> § 3. La gestion du droit des auteurs d'obtenir une rémunération, telle que prévue au paragraphe 1er, ne peut être exercée que par des sociétés de gestion représentant des auteurs.
>
> La gestion du droit des artistes-interprètes ou exécutants d'obtenir une rémunération, telle que prévue au paragraphe 1er, ne peut être exercée que par des sociétés de gestion représentant des artistes-interprètes ou exécutants.
>
> § 4. Tant que la plateforme unique, visée à l'article XI.228/1, n'est pas mise en place, le droit à rémunération prévu au § 1er peut être réclamé directement par les sociétés de gestion auprès des organismes de radiodiffusion et des distributeurs de signaux ».

Le texte actuel consacre donc un droit à une rémunération incessible pour la communication par injection directe, attribué aux auteurs et aux artistes-interprètes. Cette incessibilité est de plus impérative.

Or, le paragraphe 5 en projet énonce que

> « [l]e paragraphe 3 n'est pas applicable aux droits exercés par un organisme de radiodiffusion à l'égard de ses propres émissions, indépendamment du fait que les droits en question lui appartiennent ou lui aient été cédés par d'autres titulaires de droit, ni aux droits détenus par les producteurs à l'égard des organismes de radiodiffusion ».

En dérogeant à la gestion exclusive du droit à obtenir une rémunération par les sociétés de gestion collective, cet article contient une incohérence en évoquant la cession en faveur des organismes de radiodiffusion de droits par d'autres titulaires de droits, ce qui pourrait être interprété comme visant également une exception au caractère incessible du droit à la rémunération pour l'injection directe visé au paragraphe 2.

Si le droit à la rémunération est incessible (disposition impérative), il n'est pas possible qu'il puisse avoir été cédé au radiodiffuseur. Le texte contient sa propre contradiction, confirmée par le commentaire de l'article, rédigé comme suit :

> « L'article 12 modifie l'article XI.227/1 du Code de droit économique en insérant un paragraphe 5 afin de préciser que l'exception en faveur de l'organisme de radiodiffusion à l'égard de ses propres émissions (indépendamment du fait que les droits sur ces émissions appartiennent à l'organisme de radiodiffusion *ou qu'ils lui aient été cédés par d'autres titulaires de droit*) s'applique également en ce qui concerne *le droit à rémunération* visé à cet article. […] » (italiques ajoutés).

‡LW-DAGVLECBF-GJCHDTW‡

Pour éviter cette contradiction, il conviendrait de préciser que l'ajout du paragraphe 5 se fait « sans préjudice du droit à une rémunération incessible visé au paragraphe 2 ».

Article 16

Dans la version française de l'article XI.227/2, § 1er, 1°, en projet du Code de droit économique, il convient de supprimer l'une des deux occurrences des mots « par injection directe ».

Article 20

Il résulte de l'article 12, paragraphe 1, alinéa 1, de la directive (UE) n° 2019/789, dont la transposition est envisagée par l'avant-projet à l'examen, que cette directive doit être transposée pour le 7 juin 2021.

Il n'est donc en principe pas admissible d'envisager l'entrée en vigueur de la loi en projet à une date ultérieure, en l'espèce le 1er janvier 2022 [2].

Toutefois, si la loi en projet devait être adoptée à une date telle que sa publication ne pourrait intervenir qu'après le 7 juin 2021, l'interdiction de principe de la rétroactivité des lois commanderait et autoriserait une entrée en vigueur à une date ultérieure, laquelle, tenant compte aussi du principe de sécurité juridique, devrait alors être fort proche de celle de cette publication, sans préjudice de la responsabilité qu'engagerait ainsi l'État belge au regard de l'article 12, paragraphe 1, alinéa 1, de la directive (UE) n° 2019/789.

*

[2] Si tel devait être le cas, il y aurait lieu de prévoir une entrée en vigueur immédiate de l'article 19, alinéa 3, de l'avant-projet afin d'en permettre l'application.

‡LW-DAGVLECBF-GJCHDTW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikelen 2 en 10

Wat de inhoud van het begrip "directe injectie" betreft, wordt in de voorgestelde nieuwe definitie, die rechtstreeks steunt op richtlijn (EU) 2019/789 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 'tot vaststelling van voorschriften inzake de uitoefening van auteursrechten en naburige rechten die van toepassing zijn op bepaalde online-uitzendingen van omroeporganisaties en doorgifte van televisie- en radioprogramma's en tot wijziging van Richtlijn 93/83/EEG van de Raad', niet langer verwezen naar het uitsluitend gebruik van die techniek.

Blijkbaar is het evenwel niet de bedoeling van de steller van het voorontwerp om volledig af te stappen van dat uitsluitend gebruik, aangezien hij in de toelichting bij artikel 2 het volgende te kennen geeft:

> "Zoals aangegeven in de toelichting bij artikel 10, is het regime inzake de mededeling aan het publiek via directe injectie slechts van toepassing wanneer de omroeporganisatie geen rechtstreekse uitzending naar het publiek uitvoert gelijktijdig met het doorgeven van programmadragende signalen via directe injectie aan distributeurs van signalen."

In de toelichting bij artikel 10 staat in dezelfde zin het volgende:

> "Artikel 10, § 1, is een letterlijke omzetting van artikel 8, lid 1, van de voornoemde richtlijn (EU) 2019/789. Het regelt de situaties waarin omroeporganisaties hun programmadragende signalen *uitsluitend* via directe injectie doorgeven aan distributeurs van signalen, zonder dat er sprake is van gelijktijdige uitzending naar het publiek, en waarbij de distributeurs van signalen de programmadragende signalen naar het publiek uitzenden. In dit geval is er slechts één enkele handeling van mededeling aan het publiek" (eigen cursivering).

Dat in het dispositief niet verwezen wordt naar het uitsluitend gebruik van de techniek van directe injectie, kan onzekerheid doen ontstaan.

‡ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

‡LW-DAGVLECBF-GJCHDTW‡

Wanneer de omroeporganisatie niet uitsluitend gebruik maakt van directe injectie maar integendeel "parallel" daarmee een doorgifte laat gebeuren, rijst immers de vraag welke regeling op de directe injectie van toepassing is.

In de toelichting bij artikel 10 staat in dat verband dat "[di]t artikel (…) echter alleen betrekking [heeft] op uitzendingen die via directe injectie plaatsvinden" en wordt daaraan toegevoegd dat, "[i]n verband met de situatie waarbij een omroeporganisatie haar programmadragende signalen enerzijds uitzendt aan distributeurs van signalen en ze anderzijds gelijktijdig ook direct aan het publiek uitzendt", teruggevallen dient te worden op overweging 21 van richtlijn (EU) 2019/789, welke overweging als volgt luidt:

> "Wanneer omroeporganisaties hun programmadragende signalen rechtstreeks aan het publiek uitzenden, en daarmee een eerste uitzending verrichten, en tegelijkertijd die signalen doorgeven aan andere organisaties via het technische proces van directe injectie, bijvoorbeeld om de kwaliteit van de signalen voor doorgiftedoeleinden te waarborgen, vormt de doorgifte door deze andere organisaties een afzonderlijke handeling van mededeling aan het publiek die zich onderscheidt van die door de omroeporganisatie. In die situaties *moeten de voorschriften inzake doorgifte* in deze richtlijn en in Richtlijn 93/83/EEG, zoals gewijzigd bij deze richtlijn, *van toepassing zijn*." (eigen cursivering)

Een en ander brengt de steller van het voorontwerp, nog steeds in de toelichting bij artikel 10, tot de volgende conclusie:

> "De regels inzake doorgifte of inzake doorgifte via de kabel *kunnen* hier dus van toepassing zijn, onafhankelijk van de techniek die door de omroeporganisaties gebruikt wordt om die 'parallelle' rechtstreekse uitzending naar het publiek uit te voeren." (eigen cursivering).

In werkelijkheid wordt die kwestie bij de ontworpen tekst blijkbaar niet definitief geregeld aangezien de overweging van de richtlijn, althans wat de Franse tekst ervan betreft, slechts een suggestie lijkt te bevatten ("[en cas de transmission parallèle], les règles relatives aux retransmissions (…) devraient s'appliquer") en in de toelichting bij artikel 10 aangegeven wordt dat de regels van toepassing *kunnen* zijn.

De vraag rijst of de steller van het voorontwerp niet meer stelligheid aan de dag zou moeten leggen en of de overwegingen die in de toelichting bij de ontworpen tekst uiteengezet worden daarin niet beter tot uiting zouden moeten komen.

‡LW-DAGVLECBF-GJCHDTW‡

Artikel 9

1. In de Franse tekst van het voorontwerp dient in het ontworpen artikel XI.225, § 1, van het Wetboek van economisch recht het woord "radiodiffusion" vervangen te worden door het woord "retransmission".

2. Aangezien het woord "par" reeds voorkomt in de thans geldende Franse tekst van artikel XI.225, § 3, eerste en tweede lid, van het Wetboek van economisch recht,[1] is de bepaling onder 3° doelloos en moet ze dan ook weggelaten worden.

Artikel 12

Bij artikel 12 wordt een nieuwe paragraaf 5 ingevoegd in artikel XI.227/1 van het Wetboek van economisch recht, dat thans als volgt luidt:

> "§ 1. Wanneer een auteur of een uitvoerend kunstenaar zijn recht om de mededeling aan het publiek via directe injectie toe te staan of te verbieden, heeft overgedragen aan een producent van een audiovisueel werk, behoudt hij het recht op een vergoeding voor de mededeling aan het publiek via directe injectie.
>
> § 2. Het recht op een vergoeding voor de mededeling aan het publiek via directe injectie, zoals bepaald in de eerste paragraaf, is onoverdraagbaar en niet vatbaar voor afstand door de auteurs of uitvoerende kunstenaars. Deze bepaling is van dwingend recht.
>
> § 3. Het beheer van het recht van de auteurs op een vergoeding, zoals bepaald in de eerste paragraaf, kan uitsluitend worden uitgeoefend door beheersvennootschappen die auteurs vertegenwoordigen.
>
> Het beheer van het recht van de uitvoerende kunstenaars op een vergoeding, zoals bepaald in de eerste paragraaf, kan uitsluitend worden uitgeoefend door beheersvennootschappen die uitvoerende kunstenaars vertegenwoordigen.
>
> § 4. Zolang het uniek platform, bedoeld in artikel XI.228/1, niet opgericht is, kan het recht op een vergoeding, zoals bepaald in de eerste paragraaf, door de beheersvennootschappen rechtstreeks van de omroeporganisaties en distributeurs van signalen gevorderd worden."

In de huidige tekst is dus ten voordele van de auteurs en uitvoerend kunstenaars een onoverdraagbaar recht verankerd op een vergoeding voor de mededeling via directe injectie. Die onoverdraagbaarheid is bovendien van dwingend recht.

De ontworpen paragraaf 5 luidt evenwel als volgt:

> "Paragraaf 3 is niet van toepassing op de rechten die een omroeporganisatie in het kader van haar eigen uitzendingen uitoefent, ongeacht of het om haar eigen rechten gaat

[1] Zie de originele tekst van artikel XI.225, § 3, van het Wetboek van economisch recht zoals die ingevoegd is bij artikel 3 van de wet van 19 april 2014 'houdende invoeging van boek XI, "Intellectuele eigendom" in het Wetboek van economisch recht, en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek' (*BS* 12 juni 2014, 44420). In de Franse tekst van de gecoördineerde versie van artikel XI.225, § 3, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht, zoals die te vinden is op *Justel*, is het woord "par" in die bepaling bij vergissing weggelaten.

‡LW-DAGVLECBF-GJCHDTW‡

dan wel of deze haar door andere rechthebbenden zijn overgedragen, noch op de rechten waarvan de producenten houder zijn ten aanzien van omroeporganisaties."

Die bepaling, waarmee afgeweken wordt van de regel dat het beheer van het recht op een vergoeding uitsluitend door vennootschappen voor collectief beheer uitgeoefend mag worden, vertoont een gebrek aan samenhang voor zover daarin gewag gemaakt wordt van de overdracht van rechten aan omroeporganisaties door andere rechthebbenden, wat aldus geïnterpreteerd zou kunnen worden dat daarin eveneens een uitzondering gemaakt wordt op de onoverdraagbare aard van het recht op de vergoeding voor directe injectie bedoeld in paragraaf 2.

Als het recht op een vergoeding onoverdraagbaar is (wat een bepaling van dwingend recht is), is het niet mogelijk dat het aan de omroeporganisatie overgedragen zou zijn. De tekst bevat zijn eigen contradictie, wat bevestigd wordt in de toelichting bij het artikel, die als volgt luidt:

"Artikel 12 wijzigt artikel XI.227/1 van het Wetboek van economisch recht door een paragraaf 5 in te voegen teneinde te preciseren dat de uitzondering ten gunste van de omroeporganisatie met betrekking tot haar eigen uitzendingen (onafhankelijk van het feit of de rechten op deze uitzendingen toebehoren aan de omroeporganisatie *of dat zij aan haar zijn overgedragen door andere rechthebbenden*) ook van toepassing is op het in dit artikel bepaalde *recht op vergoeding*. […]" (eigen cursivering)

Om die contradictie te vermijden, zou gepreciseerd moeten worden dat paragraaf 5 ingevoegd wordt "onverminderd het onoverdraagbaar recht op een vergoeding bedoeld in paragraaf 2".

Artikel 16

In de Franse tekst van het ontworpen artikel XI.227/2, § 1, 1°, van het Wetboek van economisch recht dient één van de twee vermeldingen van de woorden "par injection directe" weggelaten te worden.

Artikel 20

Uit artikel 12, lid 1, eerste alinea, van richtlijn (EU) 2019/789, tot de omzetting waarvan voorliggend voorontwerp strekt, volgt dat die richtlijn uiterlijk op 7 juni 2021 omgezet moet worden.

In principe kan dan ook niet aanvaard worden dat voorzien wordt in een inwerkingtreding van de ontworpen wet op een latere datum, *in casu* 1 januari 2022.[2]

[2] Als dat het geval zou zijn, zou bepaald moeten worden dat artikel 19, derde lid, van het voorontwerp onmiddellijk in werking treedt om het mogelijk te maken dat die bepaling reeds toegepast wordt.

‡LW-DAGVLECBF-GJCHDTW‡

Als de ontworpen wet evenwel aangenomen zou worden op een datum waardoor de bekendmaking ervan pas na 7 juni 2021 zou kunnen plaatsvinden, zou het, volgens het principieel verbod van terugwerkende kracht van de wetten, raadzaam en toegestaan zijn om deze wet in werking te laten treden op een latere datum, welke datum dan, mede gelet op het rechtszekerheidsbeginsel, heel kort zou moeten volgen op die van die bekendmaking, onverminderd de verantwoordelijkheid die de Belgische Staat aldus op zich zou nemen in het licht van artikel 12, lid 1, eerste alinea, van richtlijn (EU) 2019/789.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Pierre VANDERNOOT

‡LW-DAGVLECBF-GJCHDTW‡